



ONU Conseil de sécurité - Briefing UNMISS

New York, le 20 juin 2023

Déclaration de la Suisse

Madame la Présidente,

Je remercie le Représentant spécial Haysom et le Président intérimaire de la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée (RJMEC), le général de division Gituai, pour leurs exposés. Nous remercions également notre partenaire Sant'Egidio, dont nous apprécions les efforts de facilitation en vue d'un dialogue inclusif pour une paix durable au Soudan du Sud. Je salue aussi la présence du Représentant permanent du Soudan du Sud.

Je tiens tout d'abord à saluer la solidarité dont fait preuve le Soudan du Sud à l'égard de celles et ceux qui fuient le conflit dévastateur au Soudan, ainsi que les efforts déployés par le Gouvernement pour soutenir une solution pacifique du conflit. Les conséquences de ce conflit exercent une pression accrue sur la cohésion sociale, la situation politique ainsi que sur les besoins humanitaires et la réponse à y apporter au Soudan du Sud. C'est pourquoi nous avons annoncé des fonds supplémentaires pour soutenir la réponse humanitaire lors de l'Événement de haut-niveau sur la crise au Soudan et dans la région, organisé hier à Genève.

Alors que l'attention de la communauté internationale se concentre sur le Soudan, les efforts doivent être redoublés pour réaliser les étapes clés de la transition qui détermineront l'avenir du Soudan du Sud. La Suisse réitère son engagement à soutenir le gouvernement et le peuple du Soudan du Sud durant cette transition.

Permettez-moi de souligner trois aspects :

Premièrement, par rapport au processus politique, nous encourageons vivement les parties à respecter les délais fixés dans la Feuille de route et à mettre en place sans tarder les organes prévus. L'approbation de la loi électorale et la mise en place de la taskforce conjointe, qui soutient la rédaction de la constitution et le processus électoral, sont des étapes encourageantes. La rédaction d'une nouvelle constitution doit se faire de manière inclusive, en prenant en compte les voix de toutes et tous, y compris celles des femmes et des jeunes. En collaboration avec la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUSS) et d'autres partenaires, la Suisse a soutenu un débat sur la gouvernance constitutionnelle, organisé par l'Université de Juba. Pour de tels débats - qui peuvent contribuer à augmenter l'acceptation de la nouvelle constitution - un espace politique et civique libre, garantissant la liberté d'expression, de réunion et de presse, est fondamental.

Deuxièmement, sur les aspects du droit international, la protection des civils reste essentielle à la réussite de la transition politique. Malgré une baisse de la violence intercommunautaire au niveau infranationale, nous sommes préoccupés par l'augmentation marquée des violations des droits humains et des incidents violents touchant la population. Dans ce contexte, nous exprimons notre profonde inquiétude face aux regains de violences survenues sur le site de protection des civils à Malakal. Nous appelons toutes les parties à promouvoir la prévention des conflits, compte tenu également de l'impact que le conflit au Soudan pourrait avoir sur le tissu social, surtout dans les régions frontalières. Nous soulignons ainsi l'importance de favoriser la reddition de compte afin de briser les cycles de violence. Nous nous félicitons donc du soutien apporté par la MINUSS au Gouvernement pour le déploiement de tribunaux ad hoc et mobiles afin de renforcer l'état de droit.

Troisièmement, nous restons profondément préoccupés par la détérioration de la situation humanitaire, qui touche plus des trois quarts de la population. À ce jour, seuls 30% du Plan de réponse humanitaire pour 2023 ont été financés. La communauté internationale doit faire davantage pour répondre à ces besoins élémentaires. Dans ce contexte, les attaques contre le personnel et les convois humanitaires sont inacceptables, illégales, et doivent cesser immédiatement. Nous appelons toutes les parties à respecter le droit international humanitaire et à permettre et faciliter le passage sûr, rapide et sans entrave de l'aide humanitaire. Nous félicitons la MINUSS d'avoir fourni des escortes de protection aux partenaires humanitaires, ce qui a permis de distribuer de la nourriture avant l'arrivée de la saison des pluies.

Madame la Présidente,

Je saisis cette occasion pour réitérer notre plein soutien au Représentant spécial et à la MINUSS. Son nouveau mandat souligne la nécessité de prendre en compte les effets négatifs du changement climatique, et confirme l'importance de la protection des civils et la pleine mise en œuvre de la Feuille de route.

Ces prochains mois demandent à toutes les actrices et tous les acteurs de travailler ensemble pour répondre aux besoins et aux attentes de la population. A cette fin, la Suisse vient de renouveler son partenariat avec la *Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée (RJMEC)* et le *Mécanisme de vérification et de surveillance du cessez-le-feu et du suivi de l'application des dispositions transitoires de sécurité (CTSAMVM)*, qui sont des instruments clés pour avancer la transition.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam President,

I thank Special Representative Haysom and the Interim Chairperson of the Reconstituted Joint Monitoring and Evaluation Commission (RJMEC), Major General Gituai, for their briefings. We also thank our partner Sant'Egidio, and express our appreciation for their efforts to facilitate an inclusive dialogue to advance lasting peace in South Sudan. I also welcome the presence of the Permanent Representative of South Sudan.

At the outset, I would like to commend the solidarity shown by South Sudan towards those fleeing the devastating conflict in Sudan, as well as the efforts made by the Government to support a peaceful resolution of the conflict. The consequences of this conflict are placing an increased pressure on social cohesion, the political situation as well as on humanitarian needs and related responses in South Sudan. We therefore pledged additional funding at the High-Level Event to support the humanitarian response in Sudan and the region, held yesterday in Geneva.

While the international community's attention is focused on Sudan, efforts must be redoubled to achieve key milestones of the transition that will determine the future of South Sudan. Switzerland reiterates its commitment to supporting the Government and people of South Sudan in this endeavor.

Allow me to highlight three issues:

First, with regard to the political process, we strongly encourage the parties to adhere to the deadlines set out in the Roadmap and to establish the institutions it provides for without delay. The approval of the electoral law and the establishment of the Joint Taskforce to support the drafting of the constitution and the electoral process are encouraging steps. Developing a new constitution must be done in an inclusive way, taking into account the voices of all, including those of women and young people. In collaboration with the United Nations Mission in South Sudan (UNMISS) and other partners, Switzerland supported a debate on constitutional governance, organized by the University of Juba. For such debates - which can help to increase the acceptance of the new constitution - political and civic space that guarantees freedom of expression, assembly and press, is fundamental.

Second, in terms of international law, the protection of civilians remains essential to the successful completion of the political transition. Despite a drop in intercommunal and subnational violence, we are concerned by the marked increase in human rights violations and violent incidents affecting the population. In this context, we express our deep concern at the renewed violence at the Protection of Civilian Site in Malakal. We call on all parties to promote conflict prevention, also in view of the impact that the conflict in Sudan could have on the social fabric, especially in the border areas. We emphasize the importance of promoting accountability in order to break the cycles of violence. We therefore welcome

UNMISS' support to the Government in deploying ad-hoc and mobile courts to strengthen the rule of law.

Third, we remain deeply concerned by the deteriorating humanitarian situation, which affects more than three-quarters of the population. To date, only 30% of the Humanitarian Response Plan for 2023 has been funded. The international community must do more to meet these fundamental needs. In this context, attacks on humanitarian personnel and convoys are unacceptable, illegal and must cease immediately. We call on all parties to respect international humanitarian law and to allow and facilitate the safe, rapid and unhindered passage of humanitarian aid. We commend UNMISS for providing protective escorts to humanitarian partners, enabling food to be distributed before the onset of the rainy season.

Madam President,

I would like to take this opportunity to reiterate our full support to the Special Representative and to UNMISS. Its new mandate underlines the need to take into account the negative effects of climate change, and confirms the importance of protecting civilians and fully implementing the Roadmap.

The coming months will require all actors to work together to meet the needs and expectations of the population. To this end, Switzerland recently renewed its partnership with the Reconstituted Joint Monitoring and Evaluation Commission (RJMEC) and the Ceasefire and Transitional Security Arrangements Monitoring and Verification Mechanism (CTSAMVM), which are key instruments for moving forward the transition.

Thank you.